

# IBM : journée d'action mondiale des salariés

Rappel des faits. Tout commence début avril. La société américaine, qui n'est pourtant pas dans le rouge (bénéfice net de + 3% au premier trimestre 2005) annonce la suppression de 13.000 emplois (4% des effectifs) dans ses filiales européennes.

Un porte-parole du groupe avait à l'époque de l'annonce, justifié cette politique de restructuration : « IBM souhaite devenir plus efficace, renforcer ses activités, et se saisir des perspectives d'avenir sur les marchés à forte croissance. » Voilà une affaire qui fourmille de paradoxes. L'entreprise est rentable et bénéficiaire, mais pas assez pour la direction du groupe et ses actionnaires. Avec une telle logique, le groupe ne pourra pas s'étonner s'il se retrouve avec le journaliste Michael Moore derrière ses moindres faits et gestes. La société estime que le nouveau plan de restructuration vise des pays où les coûts de la main d'œuvre sont trop élevés. Ce n'est pas la première fois qu'IBM organise des licenciements massifs en invoquant une baisse ou une stagnation de son activité. L'augmentation constatée début 2005, est la plus faible depuis plusieurs années. En annonçant ses résultats en février dernier, la firme avait indiqué que ses ventes avaient reculé de 8% en Allemagne, de 7% en Italie, 3% en France tandis qu'elles progressaient dans les pays émergents, 18% en Chine, Inde et Russie. Face à un chiffre d'affaires diminuant en Europe, la pression des investisseurs sur le spécialiste de l'informatique a été suffisante. Selon les estimations du directeur financier d'IBM, le groupe compte bien engranger un important bénéfice grâce à son plan de redressement. Concernant son image de marque, c'est une autre histoire. De toute façon, IBM n'en est pas à son coup d'essai en matière de licenciement, il y a trois ans le groupe avait déjà supprimé 15.600 emplois à travers le monde. Selon des informations recueillies par l'AFP auprès de la CFDT, le plan prévoit la suppression d'environ 2000 emplois en Grande-Bretagne, et la fermeture de centres IBM, dont Hanovre, en Allemagne, et la disparition de 580 emplois en Suède. Concernant la France, un millier des 11.000 emplois répartis dans l'Hexagone sur un parc de onze sites. En France, l'ensemble des syndicats CFDT, CFE-CGC, CGT, CFTC, FO, SNA et UNSA- appellent les salariés à la grève le 23 mai contre tout licenciement sec et de meilleures conditions de reclassement dans le cadre de sauvegarde de l'emploi en cours. Les salariés français ont voté majoritairement, le 23 mai pour « des arrêts de travail ». **En plein 'plan social' la CFDT sanctionne des responsables**

Quatre responsables CFDT du groupe informatique IBM-France viennent d'être sanctionnés par leur syndicat pour « non-respect des règles ». Malgré cette mesure, les représentants ont le soutien des salariés. Michel Perraud, Jean-Claude Arfélix, Régine Délébassé et Jean Van Wynendaele ont vu leurs mandats de délégués centraux d'entreprise passer à la trappe. « La fédération s'arc-boute sur sa décision, malgré une contestation de plus en plus forte des adhérents : 10 sections d'entreprises sur 11 ont demandé par écrit à la fédération de nous rétablir dans nos mandats. Si la CFDT est toujours aussi démocratique, elle doit tenir compte de l'avis de 91% des adhérents qui voulaient faire opposition à l'accord de méthode » a indiqué à l'AFP Jean-Claude Arfélix. « Ils ont utilisé leur droit d'opposition à un accord de méthode signé par certains syndicats de l'entreprise, sans en référer au préalable à leur fédération », leur reprochait Edouard Martin, son secrétaire national.